

# Les élus interpellés sur les « méfaits » de la RGPP

Force ouvrière, qui tenait hier son assemblée générale, élabore un livre noir de la RGPP dans le département, sous l'angle : quels effets concrets ont les suppressions des postes de fonctionnaires sur les usagers ?

Force ouvrière peine à avoir des chiffres. Mais le syndicat estime qu'à l'échelle nationale, deux tiers des effectifs auront été supprimés dans la fonction publique d'Etat entre 2007 et 2013. L'action "Livre noir de la RGPP" initiée au niveau national est en train d'être déclinée en Haute-Marne. Une première mouture est sortie, elle sera enrichie dans les semaines qui viennent. Et ce livre noir sera, d'ici la fin de l'année, adressé au préfet, aux parlementaires, conseillers généraux et maires des grandes villes du département. « Nous irons leur expliquer les conséquences directes de la Révision générale des politiques publiques sur les usagers », expliquait hier Dominique

Perchet, secrétaire de l'union départementale de Force ouvrière à l'issue de l'assemblée générale qui s'est tenue à la salle des fêtes de Semoutiers en présence de nombreux militants. Dans des secteurs aussi différents que les services vétérinaires, les hôpitaux et Ehpad, la CAF, l'inspection du travail, les finances publiques, l'entretien des routes nationales, l'ingénierie publique ou encore La Poste et la préfecture, Force ouvrière revient au cas par cas sur ce que le syndicat considère comme étant une dégradation parfois dangereuse pour les usagers du service public. C'est ce qu'est venu clamer haut et fort Pascal Pavageau, secrétaire confédéral chargé du

secteur de l'économie et du développement durable. Comme il l'a souligné, il est venu en Haute-Marne faire de la pédagogie à l'adresse des militants qu'il prépare à « établir le rapport de force ».

« Nous n'acceptons pas la dictature de la dette ; ni celle de la règle d'or », a longuement détaillé Pascal Pavageau dont la combativité orale a déclenché des applaudissements nourris de la salle. Surtout lorsqu'il a proclamé que la Révision générale des politiques publiques, et son cortège de coupes sombres dans les effectifs, « tue ». Selon lui, elle tue des emplois mais aussi les agents et les usagers, imputant les morts du Var de juin 2010 ou ceux de Xynthia aux manquements de l'Etat.

C.C.



Pascal Pavageau : « Ce n'est pas au peuple de payer la dette. »

## La précision de Force ouvrière

Dans notre édition du 16 septembre, nous consacrons un article à l'entreprise Orthoboots, qui souhaite s'implanter à Châteauvillain, en lieu et place de l'usine des Bottes Le Chameau. Secrétaire générale de Force ouvrière, Dominique Perchet souhaite apporter une précision : « L'union départementale Force ouvrière de la Haute-Marne s'insurge contre les propos de M. Jean-Yves Perez rapportés dans votre édition du 16 septembre. En effet, ce dernier attribue le retard dans le projet Orthoboots au licenciement impossible de six salariés protégés (des délégués du personnel). C'est faux. Si retard ou blocage il y a eu, ce n'est dû qu'aux seules difficultés que ce monsieur a rencontrées pour finaliser son projet. »



Une assemblée enthousiasmée par le discours du secrétaire confédéral.

Le journal de la Hte Marne 08/10/2011